
La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ? L'importance de court-circuiter les schémas classiques d'analyse

The sustainability of short food supply chains, an issue of scale? Reversing the reasoning chain

Kevin Maréchal, Lou Plateau et Laurence Holzemer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6487>

DOI : 10.4000/economierurale.6487

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2019

Pagination : 45-60

ISSN : 0013-0559

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Kevin Maréchal, Lou Plateau et Laurence Holzemer, « La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ? L'importance de court-circuiter les schémas classiques d'analyse », *Économie rurale* [En ligne], 367 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 05 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6487> ; DOI : 10.4000/economierurale.6487

La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ?

L'importance de court-circuiter les schémas classiques d'analyse

Kevin MARÉCHAL • Gembloux Agro-Bio Tech/Université de Liège ; Université Libre de Bruxelles, Centre d'Études Économiques et Sociales de l'Environnement (CEESE-ULB), Belgique
k.marechal@uliege.be

Lou PLATEAU • Université Libre de Bruxelles, Centre d'Études Économiques et Sociales de l'Environnement (CEESE-ULB), Belgique ; Doctorant F.N.R.S.
lou.plateau@ulb.ac.be

Laurence HOLZEMER • Université Libre de Bruxelles, Centre d'Études Économiques et Sociales de l'Environnement (CEESE-ULB), Belgique
laurence.holzemer@ulb.ac.be

La durabilité des circuits courts (CC) est souvent abordée selon les performances comparées entre les chaînes locales et globales. Or force est de constater que les études menées sur le sujet s'accrochent très mal des spécificités liées aux CC. La perspective adoptée dans cet article s'émancipe d'une analyse de la durabilité articulée autour de ses piliers et endosse une approche inductive. À travers une analyse qualitative, l'étude souligne l'importance d'observer les logiques multi-acteurs à l'œuvre au sein des territoires. Parmi les ressorts fondamentaux émerge, tel un dénominateur commun aux CC, la densité des interactions que les acteurs tissent entre eux. Cet aspect est fondamental tant pour la compréhension des leviers que pour celui des freins à la durabilité des initiatives.

MOTS-CLÉS : *circuits courts, durabilité, ancrage territorial, logique multi-acteurs, densité des relations*

The sustainability of short food supply chains, an issue of scale? Reversing the reasoning chain

The sustainability of short food supply chains (SFSC) is mainly approached through comparing the performance of local and global chains. However, the very specificities of SFSC are difficult to account for in analysis. In this paper, we break free from a three-pillars perspective on sustainability and instead adopt an inductive approach. One crucial insight that arises from our qualitative study is the importance of multi-actors dynamics within specific territories. Among the crucial drivers, the density of interactions built up by actors emerges as a common denominator of SFSC. This aspect is essential for understanding both the drivers of and the obstacles to the sustainability of SFSC initiatives. (JEL: O13, O18, Q12).

KEYWORDS: *short food supply chains, sustainability, territorial anchoring, multi-actor dynamics, density of interactions*

La durabilité des circuits courts (CC) alimentaires est une question importante puisqu'il s'agit d'un critère fondamental pour les distinguer de l'alternative conventionnelle des circuits longs. Dans la

littérature scientifique, lorsque cette question est traitée, l'objectif est souvent de questionner ou d'infirmer les promesses des CC en matière de durabilité (Forsell et Lankoski, 2015). Or l'incertitude

scientifique et le caractère modulable du concept de durabilité couplés aux spécificités des CC rendent ce type d'étude complexe et appellent à de nombreux arbitrages (voir les conclusions des méta-analyses paneuropéennes telles que Galli et Brunori, 2013 ; Kneasfey *et al.*, 2013 ; ou encore Mundler et Rumpus, 2012).

Ces constats constituent le point de départ de notre volonté d'adopter une autre approche de la durabilité qui s'affranchit explicitement d'une vision reposant sur les trois piliers (économique, social et environnemental) et leurs intersections. En appréhendant la durabilité des CC à travers une approche plus inclusive et participative, nous souhaitons comprendre la durabilité telle qu'elle est vécue et mise en œuvre par les acteurs dans la pratique quotidienne de leur métier. Cet affranchissement s'est traduit sur le terrain par une méthode itérative et inductive qui a permis d'aboutir à un ensemble de connaissances et de constats en provenance directe de différents acteurs impliqués dans les filières en CC.

Problématique et littérature associée

« Éviter le piège du local » (Born et Purcell, 2008), « Doit-on rentrer à la maison pour manger ? » (Dupuis et Goodman, 2005), « La nourriture locale est-elle vraiment meilleure ? » (De Weert, 2009), « N'a-t-on pas misé sur le mauvais cheval ? » (De Lind, 2011), « Tester l'affirmation le local est meilleur » (Edwards-Jones *et al.*, 2008), « Les vertus discutables des CC » (Chevalier *et al.*, 2015) sont autant de formulations figurant dans les titres d'articles scientifiques qui reflètent le prisme à

travers lequel la durabilité des CC est régulièrement abordée.

Dans ces différentes analyses, la notion d'échelle revêt une importance majeure, celle des circuits longs étant censée offrir une plus grande opportunité de rationalisation. Nous retrouvons cette idée chez Elmar Schlich (Schlich et Fleissner, 2003, 2005 ; Schlich *et al.*, 2006) avec le concept d'« écologie d'échelle »², selon lequel la taille plus importante des circuits longs de masse permet une efficacité accrue par la concentration des effets tout au long de la chaîne (allant de la production à la distribution en passant par le transport). Partant d'une logique similaire au concept d'*économie* d'échelle, le principe d'*écologie* d'échelle repose donc sur l'hypothèse que les impacts écologiques par tonne d'aliments produits diminuent avec le nombre d'aliments produits.

Bien que l'étude de Schlich et Fleissner (2005) ait été fortement critiquée au sein de la même revue (voir notamment Jungbluth et Demmeler, 2005), le concept d'écologie d'échelle a ses atouts et plusieurs études apportent des éléments d'analyse qui tendent à le valider (voir Born et Purcell, 2006 ; Mariola, 2008 ; Saunders *et al.*, 2009). Ce concept est donc interpellant pour les acteurs désireux de promouvoir des circuits alimentaires durables parce qu'il pointe les faiblesses des CC en matière de logistique, notamment. Il s'agit d'ailleurs d'un des deux « points noirs » de la durabilité des CC, aux côtés de celui de la « vivabilité pour les agriculteurs » (Aubry, 2012).

1. Les circuits courts, des trésors d'énergie ?

Un problème important du concept d'écologie d'échelle (Schlich, 2005) est qu'il

1. La formulation anglaise qui est utilisée est la suivante : *hitching our wagons to the wrong stars*. Il s'agit d'un détournement de l'expression *Hitch your wagons to a star* pour lui donner un sens négatif incorporant l'idée de fourvoiement.

2. Voir aussi Rizet (2008) ou l'avis de l'ADEME sur cette même question de l'efficacité énergétique des CC.

n'envisage la durabilité que sous l'angle environnemental, édulcorant les autres piliers de la durabilité. L'analyse des impacts écologiques est par ailleurs restreinte à la seule consommation d'énergie, ce qui exclut des aspects environnementaux essentiels tels que la biodiversité, l'érosion des sols ou la pollution des eaux. L'étude va certes plus loin qu'un calcul des seuls *food miles* dans la mesure où le type de transport est pris en compte et que l'étape de la production est intégrée dans l'évaluation. Cependant, l'analyse ne prend pas en compte une série d'autres aspects (tels que le gaspillage alimentaire, les déchets, la réfrigération à domicile, la fabrication des emballages, etc.) qui contribuent à l'impact énergétique de la chaîne alimentaire dans son ensemble³. Or ce sont là des aspects par rapport auxquels les CC pourraient également s'avérer plus efficaces. C'est notamment le cas pour les emballages, étant donné que les produits en CC sont le plus souvent vendus avec moins (voire pas) d'emballage que les mêmes produits vendus dans les circuits conventionnels. Ces spécificités des CC plaident selon nous en faveur d'une intégration des pratiques des consommateurs à l'évaluation de leur durabilité.

La nécessité de prendre en compte les pratiques réelles de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'analyse de la durabilité des CC est également soulignée par Mundler et Rumpus (2012). En se basant sur des données qui permettent de refléter la diversité des pratiques et des territoires, l'étude montre que, pour l'étape de la distribution, les filières courtes peuvent être aussi, voire plus, performantes que les filières longues sur le seul critère du contenu énergétique incorporé des produits. En effet, la filière CC la plus efficace, à savoir les

AMAP urbaines (*i.e.* 8.6 grammes d'équivalent pétrole/euros de produits vendus ou GEP/€) fait aussi bien que la filière longue la plus efficace, celle d'un supermarché distribuant à l'échelle nationale (*i.e.* 8.8 GEP/€), et mieux que les deux autres études de cas relatives à des supermarchés en filières longues (*i.e.* respectivement 21.8 et 25.3 GEP/€). À l'inverse, les points de vente collectifs (44.8 GEP/€) mais aussi les ventes à la ferme (34.2 GEP/€) apparaissent moins efficaces.

Ces comparaisons, bien que souffrant également de certains biais méthodologiques indéniables, permettent de mettre en lumière que l'optimisation de l'étape de distribution est un aspect fondamental de l'efficacité énergétique des CC⁴. Cela constitue une nuance essentielle à apporter au concept d'écologie d'échelle utilisé pour étudier la durabilité comparée des circuits courts et longs.

Toutefois, bien qu'une série d'études confirme que les filières locales peuvent être aussi performantes que les filières longues du point de vue énergétique (Pirog *et al.*, 2001 ; Jones, 2002 ; Blank et Burdick, 2005 ; Wallgren, 2006 ; Sim *et al.*, 2007 ; King *et al.*, 2010 ; Crisby, 2015), il faut admettre que les marges de progression potentielles sont encore importantes en matière logistique, notamment sur le taux de remplissage des véhicules (voir Coley *et al.*, 2009 et Wallgren, 2006). Par exemple, au-delà d'un certain seuil de kilomètres parcourus, l'efficacité énergétique des véhicules utilisés doit être impérativement prise en compte pour éviter que le bilan comparé ne s'inverse en défaveur des filières courtes (voir Crisby, 2015 qui chiffre ce seuil à environ 80 km

3. Les estimations montrent que le stade de la production contribue à hauteur d'environ 50 % de l'empreinte carbone (différente mais fortement liée à l'empreinte énergétique) totale de la chaîne alimentaire (voir Redlingshöfer, 2006).

4. Le contenu énergétique par euro de produit vendu passe effectivement de 8.6 à 12.5 GEP/€ quand nous passons de l'AMAP urbaine à l'AMAP périurbaine pour laquelle le poste lié aux déplacements des consommateurs contribue à concurrence de 60 % du total.

aller-retour pour les producteurs ou Coley *et al.*, 2009 qui évoquent 7,4 km pour les consommateurs).

Ajoutant de la complexité, l'analyse comparative menée par Edward-Jones *et al.* (2008) montre que les résultats relatifs aux comparaisons de filières courte et longue pour la pomme dépendent du lieu de provenance des chercheurs. En effet, ceux basés en Nouvelle-Zélande concluent que l'écologie d'échelle joue fortement et que l'efficacité énergétique est plus élevée pour la chaîne longue (*i.e.* importation de pommes néo-zélandaises en Europe). À l'inverse, les résultats des chercheurs basés en Europe sont en faveur de la chaîne courte.

L'effort d'intégration de données liées à la distribution dans l'analyse de l'efficacité énergétique devrait idéalement se poursuivre jusqu'au stade de la production. Toutefois, peu d'études établissent de manière rigoureuse le fait que les producteurs en circuits courts adoptent des pratiques agricoles différenciées (voir, notamment, Maréchal et Spanu, 2010). Mais si cela est le cas, il est essentiel d'en étudier l'impact en matière énergétique. Et ici également, les principales méta-analyses (Mondelaer *et al.*, 2009 ; Rahmann, 2011 ; Seufert *et al.*, 2012 ; Ponisio *et al.*, 2015) permettent difficilement de trancher la question, notamment en raison d'un autre effet d'échelle à la Schlich selon lequel les meilleurs rendements à l'hectare compenseraient la moindre efficacité des pratiques conventionnelles.

Le type de produits, les pratiques agricoles, la saison ou le mode de transport mais aussi la méthode d'analyse, les frontières du système étudié, les données disponibles, le lieu de provenance des chercheurs sont autant de critères qui participent à cette complexité, face à laquelle Edward-Jones *et al.* (2008) concluent être actuellement dans l'impossibilité de

formuler un jugement définitif sur la durabilité énergétique des CC⁵.

2. Ne pas perdre toute son énergie dans l'énergie

Il ressort des éléments repris ci-dessus qu'il est essentiel d'élargir l'analyse de la durabilité environnementale des CC à d'autres aspects que la seule efficacité énergétique. La biodiversité ou l'érosion des sols sont des domaines où il est attesté que des pratiques agricoles différenciées, comme l'agriculture biologique, peuvent avoir un impact substantiel. De plus, les CC peuvent aussi avoir un impact positif sur les pertes de produits tant en amont, avec l'absence d'impératif de calibrage, qu'en aval avec la réduction des invendus (Sureau, 2014)⁶.

À ce stade, l'étude la plus complète sur l'analyse comparée de la durabilité environnementale élargie (*i.e.* au-delà de la seule efficacité énergétique) de circuits courts et longs est celle de Bellec-Gauche *et al.* (2015) portant sur les tomates. Celle-ci montre que le circuit local et bio (depuis le département de l'Hérault jusqu'à Montpellier par vente directe et/ou les marchés) s'avère systématiquement plus performant que la chaîne globale conventionnelle (depuis Almeria en Espagne jusqu'à Montpellier). Au niveau de la biodiversité, par exemple, l'impact différencié

5. Notons que, dans une analyse subséquente et également basée sur une revue de la littérature, Edward-Jones *et al.* (2010) concluent en pointant le délai entre la récolte et la vente comme un élément clé de l'efficacité énergétique des CC (car moins de conditionnement et d'emballage et, surtout, pas de besoin de stockage).

6. Ce point est important car, selon Gustavson *et al.* (2011), deux tiers des 280 à 300 kg de gaspillage alimentaire en Europe et aux États-Unis sont dus à des impératifs de standardisation (dont le calibrage mais aussi les étiquetages et dates de péremption) qui ne sont pas (ou moins) présents dans les CC.

est conséquent (ce qui confirme les résultats de précédentes études comme Goland et Bauer, 2004). L'étude de Bellec-Gauche *et al.* (2015) tend donc à montrer que lorsque la durabilité environnementale est analysée au sens large, les CC de proximité apparaissent supérieurs aux circuits globaux et que cet effet est renforcé lorsque les pratiques agricoles de la chaîne locale vont vers le bio.

Il faut garder à l'esprit que la durabilité des CC va au-delà de leurs seuls impacts environnementaux. Une analyse plus large de la durabilité des CC est donc nécessaire non seulement parce que les CC présentent potentiellement des bénéfices économiques, sociaux et de gouvernance (Praly, *et al.*, 2014) mais aussi parce qu'une vision globale et intégrée offre la possibilité d'avoir un autre regard sur certains aspects de la durabilité environnementale.

En raison, très probablement, de la complexité de l'exercice, il n'est guère surprenant de constater qu'il n'existe pas vraiment d'études qui tentent d'évaluer la durabilité des CC de manière générale. En réponse à ces difficultés, soit les études sont globales mais se restreignent à des produits spécifiques, soit les chercheurs produisent des méta-analyses qui visent à recenser l'état de l'art sur la question en rassemblant les données et études existantes portant sur les différents piliers de la durabilité de manière isolée. Parmi celles-ci, les plus intéressantes et récentes sont sans doute celles effectuées dans le cadre de projets paneuropéens telles que Galli et Brunori (2013) et Kneasfey *et al.* (2013).

Sur le plan environnemental, ces méta-analyses n'apportent que peu d'éléments nouveaux. Galli et Brunori (2013) mettent toutefois en exergue le besoin d'affiner l'analyse en mentionnant, notamment, les possibilités de logistique inverse et les

modes de transport alternatifs mis en place dans plusieurs initiatives en CC⁷.

Pour ce qui est des aspects sociaux et économiques, ces méta-analyses sont intéressantes à plusieurs égards. Nous constatons tout d'abord que l'optique comparative (*i.e.* avec les circuits conventionnels) n'est plus aussi centrale que ce n'était le cas pour le volet environnemental. Les auteurs relèvent également la difficulté de dépasser les intuitions et les preuves de nature qualitative (Kneasfey *et al.*, 2013). Malgré ces apparentes spécificités du volet socio-économique, les deux études formulent des conclusions assez tranchées en faveur des CC sur le plan des bénéfices sociaux. De façon peu surprenante, ces bénéfices reposent fortement sur la relation de confiance nouée entre les producteurs et les consommateurs, relation permettant à la fois une revalorisation des métiers et une plus forte (ré)appropriation des modes d'organisation de ces mêmes métiers.

Au-delà des effets positifs recensés pour l'économie locale *via* un effet multiplicateur (en termes de revenus et d'emploi), cette idée d'une plus grande autonomie constitue la porte d'entrée de ces méta-analyses pour appréhender l'impact des CC au niveau de la rentabilité des exploitations. Les auteurs soulignent donc que, par une plus grande maîtrise de la chaîne de valeurs, les CC apparaissent très prometteurs. Ce constat est ensuite très vite nuancé par l'existence de « coûts cachés » liés à la diversification des métiers qui ne sont pas forcément toujours pris en compte par les producteurs dans leurs calculs de

7. Il est essentiel de remarquer qu'à la différence de Kneasfey *et al.* (2013), la partie relative à l'état de l'art dans Galli et Brunori (2013) est suivie d'une seconde partie portant sur des études de cas. Ici également, les auteurs sont conscients de la diversité des CC et donc du besoin d'évaluer la durabilité en allant sur le terrain dans une démarche plutôt qualitative.

rentabilité (Kneasfey *et al.*, 2013). Il est toutefois important de rappeler que la rentabilité ne constitue qu'un facteur de la viabilité économique qui inclut également des aspects liés, notamment, à l'autonomie financière, la stabilité des prix ou la sécurité contractuelle.

Notre lecture de ces analyses et de plusieurs autres études intéressantes sur le sujet (Sage, 2003 ; Ibery et Maye, 2005 ; Lamine, 2005 ; Chiffoleau, 2009 ; Alonso, 2011 ; Broderick, 2011 ; Maxey *et al.*, 2011 ; Pearson, 2011 ; Wittman *et al.*, 2012 ; Aubert et Enjolras, 2013) est qu'à l'instar des conclusions de Forssell et Lankoski (2015) évoquées plus haut, la durabilité d'une initiative pour les acteurs qui la portent est sans conteste un processus évolutif visant à effectuer des arbitrages entre des objectifs parfois contradictoires. Différentes études mettent effectivement en exergue les tensions émergeant lors de la mise en œuvre conjointe de mesures assurant la durabilité dans l'ensemble des trois sphères (Aubert et Enjolras, 2015 ; Dumont *et al.*, 2016 ; Morel et Léger, 2016 ; Maréchal et Plateau, 2017).

Pour aborder le terrain, la première démarche entreprise dans le cadre de la présente recherche a été de délimiter les contours de la notion de CC. En écho aux travaux de Messmer (2013), notre positionnement a été celui de nous affranchir de la définition courante du concept de CC centrée sur un nombre maximum d'intermédiaires⁸ pour aller vers une vision multi-acteurs et territorialement contextualisée. Ainsi, au-delà du nombre d'intermédiaires, le point de départ de l'enquête a été de considérer la proximité multifacette entre acteurs de filières telle que déclinée par Prigent-Simonin et Hérault-Fournier

(2012). La proximité est alors abordée non plus uniquement par ses caractères géographique et relationnel mais intègre également la proximité identitaire (valeurs et motivations) et la proximité de processus (organisation, pratique de métier). Cette approche multifacette de la proximité peut être mise en regard de la déclinaison proposée dans Rallet et Torre (2004) entre proximité géographique et proximité organisée. La proximité organisée, bien que pensée pour les membres d'une même organisation, inclut en effet tant les aspects relationnels que les croyances, représentations et savoirs partagés.

La vision élargie des CC adoptée pour la présente étude est notamment la conséquence du fait que, lorsque la règle du seul intermédiaire entre producteur et consommateur est appliquée concrètement sur le terrain, la définition atteint rapidement ses limites. Doit-on ajouter un intermédiaire lorsqu'il y a une ou plusieurs étape(s) de transformation (ex. meunerie puis boulangerie) ? La constitution d'une coopérative de commercialisation entre producteurs ou la mise en place d'un service de transport mutualisé doivent-elles être considérées comme des intermédiaires ? Que faire des initiatives où producteurs, transformateurs et distributeurs s'inscrivent dans une dynamique collective ?

C'est avant tout l'idée d'explorer davantage ces différents aspects (comme les tensions et les formes de proximité à l'œuvre au sein des organisations) et d'en saisir les subtilités de fonctionnement qui motive l'angle pris pour mener l'étude de terrain et le choix d'une méthodologie adaptée à leur observation et leur bonne compréhension.

Dispositifs méthodologiques

Sur base d'une vision élargie des CC et de la nécessité d'explorer plus en profondeur la durabilité des initiatives, nous avons

8. Aubry et Chiffoleau (2009) parlent d'un certain consensus dans la littérature autour d'une définition basée sur le nombre d'intermédiaires. C'est également le cas de la définition officielle de la Région wallonne (Belgique).

réalisé entre mai et décembre 2015 un travail de recherche et de collecte de données empiriques. Ce travail a été articulé autour de la rencontre de onze organisations en CC implantées en Belgique francophone. Dans cette partie, nous rendons compte en premier lieu des processus de sélection des cas d'étude et de construction du matériau empirique. Nous exposons ensuite comment s'est déroulée l'analyse qualitative qui a conduit à identifier et articuler la notion de durabilité des CC à partir de la réalité vécue et mise en œuvre par les acteurs de terrain.

1. Affiner l'échantillon et construire le matériau empirique : des filières aux organisations

Une partie des contours de l'enquête de terrain a été prédéfinie par le commanditaire de l'étude⁹. Celle-ci devait intégrer dans son champ d'investigation quatre filières en CC dont deux étaient préalablement identifiées : la filière maraîchage et la filière lait-fromage. Les deux autres devant être réparties entre une filière alimentaire et une non alimentaire.

Pour établir les deux filières non définies et les cas d'étude, nous avons divisé la construction de l'échantillon en trois étapes. Une première étape s'est orientée vers un recensement général des initiatives en CC qui rejoignent l'approche de la proximité multifacette entre acteurs de filière que nous avons définie plus haut. Pour cela, treize entretiens ont été menés auprès d'experts et de représentants des structures d'accompagnement du secteur. En parallèle de quoi, les annuaires en ligne de producteurs locaux et des canaux de commercialisation en CC ont été minutieusement explorés.

Sur base de ce recensement, la filière céréales-meunerie-boulangerie a été

retenue tant pour le dynamisme nouveau qu'elle constitue en Région wallonne autour d'un produit de base de l'alimentation des ménages que pour la complexité qu'elle soulève (accès à la profession, double étape de transformation). La filière écoconstruction a été retenue, quant à elle, pour le potentiel économique qu'elle constitue, la progression importante du nombre d'hectares dédiés à la culture du chanvre, les exigences de transformation ainsi que les difficultés rencontrées par les acteurs de l'aval (concurrence avec d'autres matériaux de construction).

La deuxième étape a consisté en un travail de caractérisation des initiatives en CC qui nous a aidés à constituer un échantillon. En cohérence avec l'idée de CC multi-acteurs, les producteurs qui commercialisent des produits non transformés uniquement en vente directe ont été écartés du champ d'investigation. Ce travail de caractérisation a été réalisé sur les données disponibles indépendamment de la rencontre des porteurs de projet, soit à partir des entretiens d'expert, soit *via* des sources secondaires (site internet des initiatives, statuts d'entreprise, rapports de recherche disponibles). Cette caractérisation comparée des organisations intègre une série d'éléments tels que les filières impliquées, la diversité des parties prenantes concernées, les formes juridiques mobilisées, la zone d'implantation, les canaux de vente déployés, une approximation des volumes de production, le profil des fondateurs ou encore l'ancienneté de l'initiative.

La troisième et dernière étape de construction de l'échantillon a été la sélection des cas d'études. À partir du travail de caractérisation, nous avons pu procéder à la sélection des initiatives à investiguer sur la base de critères de complémentarité et de diversité. Nous avons ainsi tenu compte de la diversité organisationnelle (parties prenantes, ancienneté, profils des fondateurs, modes de gouvernance), géographique

9. Le département Développement durable du Service public de Wallonie.

(urbain/rural, zone d'implantation) et économique (filières de production, chiffres d'affaires, canaux de commercialisation).

Comme nous l'avons détaillé dans Plateau *et al.* (2016), l'échantillon retenu pour l'étude est composé de onze organisations réparties, d'une part, entre les filières du maraîchage (1), lait-fromage (2), céréales-boulangerie (3) et écoconstruction (2) et, d'autre part, au sein d'une catégorie que nous avons appelée « collectifs multifilières » (3).

Pour chacune des études de cas sélectionnées, nous avons construit un matériau empirique composé tout d'abord d'entretiens individuels ou collectifs avec les porteurs de projet de l'organisation. Ensuite, pour chaque cas et sur la base des premières analyses réalisées, une stratégie d'approfondissement a été mise en place. Ces stratégies ont été basées, selon les cas, sur un entretien complémentaire avec un acteur en amont/aval de la chaîne d'activités, sur une visite de l'atelier de transformation et la rencontre du personnel ou sur de l'observation participante lors de plusieurs réunions d'orientation stratégique d'une organisation.

Au total, répartis entre les experts de la phase exploratoire, les porteurs de projet des études de cas sélectionnées et les stratégies d'approfondissement mises en œuvre, trente-deux entretiens individuels et collectifs ont été menés, transcrits, codés et analysés. En plus des entretiens, le matériau empirique a été complété par des données secondaires composées de comptes rendus d'observation, de statuts juridiques et de chartes d'organisation.

2. (Dé)construire la durabilité des circuits courts avec les acteurs

La perspective adoptée dans cette recherche par rapport à la notion de durabilité peut être qualifiée d'« organique ». Il s'agit en effet de la durabilité à l'épreuve du vécu et de la mise en œuvre par les

acteurs en situation, à savoir les porteurs de projet d'initiatives en CC. Cette approche implique de questionner les modèles d'entrepreneuriat, les interactions socio-économiques, mais aussi les différentes motivations, conceptions du monde et valeurs portées par les acteurs. La démarche poursuivie visait à être en résonance avec la réalité des personnes au sein de leurs activités. Cette vision plus inductive, partant du vécu de terrain et des questions fondamentales pour les acteurs, a été mise en confrontation, tout au long du processus de recherche et de façon itérative, avec les questions et enjeux importants émergeant de la littérature scientifique sur la question des CC tels qu'exposés précédemment.

Dans cette démarche, nous avons construit une grille multicritères de « durabilité et territoire » qui a servi de guide d'entretien lors des interviews avec les acteurs. Comme le suggèrent Corade et Del'homme (2013), l'équipe de recherche a accordé une attention particulière à analyser à la fois la durabilité interne des organisations et la durabilité qui émane des interactions entre l'organisation et son territoire.

La première phase de codage et d'analyse du matériau empirique visait à répartir les extraits d'entretien selon les thèmes abordés par les porteurs et accompagnateurs de projets entre :

- (1) les aspects économiques (viabilité, rémunération, répartition de la valeur ajoutée, degré de diversification des canaux de commercialisation...);
- (2) les aspects sociaux (qualité des emplois, accessibilité des produits pour les consommateurs, processus décisionnels...);
- (3) les aspects environnementaux (gestion des emballages, valorisation des sous-produits, méthodes de production, utilisation d'énergie, gestion logistique...)
- (4) les aspects territoriaux (pertinence des outils d'accompagnement, degré de

coopération économique à l'échelle locale, fonction de cohésion sociale, offre de formation, développement/préservation du paysage...).

Au moyen d'un logiciel d'analyse de données qualitatives nous avons établi une stratégie de codage mixte (Richards, 2014) combinant une répartition des extraits d'entretien entre des thèmes issus de la littérature et des thèmes et mots-clés basés sur le discours. La démarche analytique a ensuite consisté à rationaliser progressivement les codes (par regroupement et uniformisation). Cette démarche s'est alors vue confrontée à la difficulté de respecter l'arborescence des codes articulée autour des différents piliers de la durabilité telle qu'envisagée pour la première étape d'analyse.

Le découpage initial en piliers de la durabilité s'est effectivement avéré problématique pour interpréter plusieurs pratiques et discours car ceux-ci perdaient alors de leur sens lorsque nous les réduisions à l'une ou l'autre dimension. De même que les acteurs n'ont pas réparti leurs propos par pilier lorsque nous les avons interrogés, les extraits d'entretiens étaient parfois bien difficiles à ranger dans une dimension plutôt qu'une autre. La réalité racontée décrivait en effet davantage des tensions, des complémentarités, des évolutions, faisant simultanément référence à différents piliers.

La deuxième étape du travail d'analyse a dès lors suivi le fil de leur réalité pour le raccrocher ensuite à des thématiques que nous identifions comme problématiques ou porteuses d'intérêt tout en gardant l'intention et les mots des porteurs de projets. À titre d'exemple, la notion de qualité se situe typiquement à la croisée des piliers. Elle est déterminante dans le modèle économique mais elle intègre aussi souvent des questions environnementales ou des questions de mise en œuvre. De plus, la définition de ce qu'est la qualité d'un produit

varie d'une organisation à l'autre ou d'un territoire à l'autre. Ainsi, les questions relevant de la qualité des produits soulèvent des aspects associés aux valeurs de l'organisation ou à la communication (interne et externe) de cette dernière.

Lors de cette deuxième étape, l'équipe de recherche s'est donc éloignée le plus possible d'une approche normative de la durabilité pour se rapprocher davantage d'une mise en exergue des expériences, des différentes positions, des histoires vécues, des questions résolues ou non, des opportunités et des difficultés rencontrées.

Cet important parti pris méthodologique a conduit à mettre notamment l'accent sur la question des trajectoires. Notre démarche a dès lors été attentive à ne pas faire une photographie figée de la durabilité d'une activité, mais à montrer différents arrêts sur image d'une diversité de films en construction. Ainsi, la matière récoltée questionne les différents aspects d'une activité en CC et laisse les priorités et difficultés des uns et des autres prendre place et s'exprimer pour constituer une vision de la durabilité organique et nuancée, dynamique et évolutive.

Le traitement analytique du matériau empirique a également conduit progressivement à la mise en avant de trois enjeux récurrents, dont l'étude approfondie a constitué une troisième étape dans le processus d'analyse. C'est sur la base de l'identification de ces trois enjeux que les résultats ci-dessous sont présentés.

Principaux résultats et enseignements

En cherchant à mener une analyse de la durabilité des CC, nous avons dû d'emblée définir les objectifs d'une telle entreprise. Comme indiqué dans la description de notre dispositif méthodologique, il n'était pas question ici d'établir un tableau des performances de la durabilité des

organisations étudiées à l'aide de l'élaboration d'une grille d'indicateurs qui aurait pu avoir un caractère normatif pour les initiatives en CC. Le découpage par pilier a donc été mis entre parenthèses pour faire émerger les thématiques et dimensions ayant du sens pour les acteurs (comme la qualité, les compétences, le bénévolat) et qui ont une influence, plus ou moins directe, sur la durabilité.

Parallèlement à cette approche organique, nous nous sommes résolument inscrits dans une vision dynamique de la durabilité en tenant compte des trajectoires de mise en œuvre des activités. Cette approche s'est concrétisée par l'examen des questionnements et des expérimentations des acteurs de terrains tout au long du développement de leurs projets plutôt que par l'évaluation « statique » de la durabilité de leur activité au moment de notre rencontre. Interroger les porteurs de projets dans une posture déculpabilisante à propos de leur trajectoire et de leurs ajustements plus ou moins provisoires vis-à-vis d'un idéal s'est révélé être une démarche fructueuse pour assurer la qualité du matériau empirique.

Le traitement analytique a finalement conduit à la mise en avant de trois enjeux transversaux et récurrents qui conditionnent la durabilité des initiatives en CC : (1) la logistique où la perception des distances est configurante, (2) les dynamiques de structuration des filières et l'importance des pratiques de métiers et (3) l'accompagnement de projets et les trajectoires d'acquisition et mobilisation de compétences (qui soulignent toute l'importance d'être en mesure de définir de façon autonome ses propres cadres de référence).

En parallèle à ces enjeux, les aspects saillants de cette recherche peuvent également être décryptés selon trois niveaux d'enseignement. Le premier renvoie à la notion de distance et aux zones de chalandise et/ou d'approvisionnement qui seront plus ou moins locales. Pour les acteurs en

situation, un CC territorialisé n'est pas forcément limité aux frontières politiques et s'établit en fonction du contexte de leurs activités.

Le deuxième enseignement concerne les pratiques de métier. Dans la filière céréales-boulangerie par exemple, plusieurs acteurs rencontrés ont exprimé la difficulté de suivre des formations qui mettent en avant les pratiques artisanales en boulangerie. Ces acteurs sont contraints de se former aux techniques appliquées à la production conventionnelle avant de pouvoir mettre en pratique la vision qu'ils ont de leur métier. Il est en outre important ici de souligner que la vision qu'un acteur a de son métier et des pratiques spécifiques aux CC peut également évoluer dans le temps en fonction de l'expérience, des ressources et des compétences.

Le troisième niveau d'enseignement porte sur les normes et les cadres de référence en vigueur. Un des porteurs de projets rencontrés exprimait toute la difficulté pour lui de bénéficier d'un accompagnement professionnel car son projet d'installation ne comportait que peu d'investissements. Certaines structures de conseil agricole conçoivent difficilement ce cas de figure et préconisent certains achats conséquents pour répondre à leur vision de la rentabilité économique. La capacité d'un porteur de projet à définir par lui-même ses cadres de référence et à établir une identité propre à son projet constitue à la fois une opportunité offerte par les CC et, dans le même temps, une des difficultés à surmonter pour leur développement à plus large échelle.

L'analyse détaillée de ces différents éléments de résultats et du dialogue entre les enjeux transversaux et les enseignements en « miroir » permet de révéler toute l'importance d'accorder une place centrale au facteur relationnel pour le développement des CC. Au travers de cette recherche, parmi les ressorts fondamentaux, émerge,

tel un dénominateur commun aux dynamiques en CC, la densité des interactions que les acteurs tissent entre eux. Cet aspect est fondamental tant pour la compréhension des leviers que pour celui des freins à la durabilité des initiatives en CC et à leur structuration au sein des territoires.

Pour illustrer l'intérêt de cette perspective et faire le lien avec la problématisation de la durabilité des CC telle que présentée dans la littérature scientifique, il est intéressant de partir d'un des enjeux transversaux, celui de la logistique. En effet, ce domaine est régulièrement cité pour mettre en exergue la plus grande efficacité énergétique des circuits longs. Et, il est clair que, comme cela est rappelé dans Van Hauwermeiren (2007), les marges de progression en matière d'efficacité logistique dans les CC sont indéniables. Ce n'est d'ailleurs nullement anormal dans la mesure où il s'agit, de façon générale, d'une filière plus récente que son pendant conventionnel et dont l'expertise logistique est en construction (Mundler et Laughrea, 2015).

Cependant, nos données mettent en lumière que des éléments clés ne peuvent être pris en compte par des analyses *top-down* et décontextualisées. Il s'agit, par exemple, du fait que la proximité géographique et la proximité organisée qui caractérisent les initiatives en CC permettent, parmi d'autres choses, de mettre en place des mécanismes de logistique inverse¹⁰ qui ne sont pas envisageables dans les circuits longs. Ce constat qui modère quelque peu la moins grande efficacité logistique des CC est d'ailleurs confirmé par l'étude de Gonçalves et Zeroual (2014) qui, dans leur tableau récapitulatif, montrent que la réutilisation des moyens de conditionnement

est l'apanage des petites structures en CC alimentaires de proximité.

Il apparaît également que certains acteurs en CC pensent l'organisation de la distribution de leurs produits de façon à privilégier le dialogue avec les consommateurs pour valoriser les produits ou bénéficier des retours provenant des mangeurs (voir aussi Sarrazin, 2012). Ce qui peut sembler constituer une perte de temps ou un investissement à fonds perdu concourt, en réalité, à la viabilité de l'activité dont la bonne marche repose en grande partie sur la proximité relationnelle établie avec les mangeurs et qui est permise par une organisation logistique et des modes de distribution appropriés. Être capable de saisir ce type de plus-values sociales (et économiques) liées à des tournées qui seraient sans nul doute jugées inefficaces dans un schéma classique est précisément un des mérites d'une approche organique de la durabilité.

Une analyse de la logistique à travers le prisme des interactions entre acteurs permet à l'évidence d'élargir l'analyse et d'y intégrer les enjeux liés aux flux immatériels (information, ressources humaines, finance et gestion administrative) qui se révèlent être tout aussi importants et configurants que les enjeux techniques ou matériels.

Ce petit détour par le cas de la logistique montre à quel point un réseau de relations dense est indispensable dans les dynamiques de CC. Il en est de même pour l'enjeu de structuration de filières qui s'organisent, entre autres choses, autour de la mutualisation de ressources aussi variées que les infrastructures, le foncier, les compétences ou encore les ressources humaines. Certaines dynamiques de circuits courts participent dès lors à la construction de (biens) communs, notamment à travers la constitution d'organisations coopératives. Comme le souligne Francoual (2017), la propriété est alors envisagée non

10. La logistique inverse concerne les flux matériels (ex. contenants de produit) et informationnels (ex. expression d'(in)satisfaction) allant des espaces de consommation finale vers les espaces de production, transformation ou distribution.

plus comme un rapport des personnes aux choses mais comme un ensemble de rapports entre personnes.

La densité des interactions entre acteurs est également primordiale pour les enjeux liés à la notion de qualité (qui, pour rappel, est un aspect clé de la durabilité pour les acteurs mais qui s'accommode difficilement d'un découpage analytique par piliers). En effet, nos résultats montrent que l'interconnaissance du métier d'autrui est un élément crucial permettant de renforcer les dynamiques et les réflexions en termes de qualité. La densité et la richesse des interactions et des partenariats entre acteurs apparaît donc une nouvelle fois comme un facteur critique qui, dans le cas de la qualité, permet de consolider la connaissance du métier de l'autre, ses impératifs, ses besoins, ses spécificités mais aussi la reconnaissance du rôle de chacun au sein de la chaîne. Sur le terrain, faire évoluer ses propres pratiques après s'être intéressé aux réalités de l'autre peut prendre des formes diverses. Il peut aussi bien s'agir de producteurs céréaliers qui s'essayent à la culture d'anciennes variétés pour satisfaire la demande d'un couple de boulangers en lancement d'activité que de producteurs laitiers qui modifient l'alimentation de leur bétail sous les conseils du fromager partenaire.

Bien qu'elle questionne profondément la définition d'un CC basée sur le seul nombre d'intermédiaires, la reconnaissance du rôle central joué par le facteur relationnel offre une possibilité de renouveau en pointant l'intérêt de politiques axées vers la résilience tant des territoires que des différentes organisations en leur sein. Les résultats de notre travail de terrain montrent effectivement que c'est par la mise en œuvre de mesures visant à favoriser la quantité mais également la qualité des relations entre acteurs que les décideurs d'un territoire pourront contribuer à ce que la durabilité des CC, telle qu'elle

est mise en action et expérimentée par les porteurs de projets, produise un maximum de bénéfices sociétaux, tant d'un point de vue socio-économique qu'environnemental.

La mise en œuvre de partenariats implique que les acteurs en présence reconnaissent leurs complémentarités et identifient les intérêts mutuels à coopérer. Cependant, la logique économique dominante est articulée autour du rapport de force et de la compétition. Pour dépasser un sentiment initial de concurrence et d'intérêts divergents entre acteurs de filière, l'accompagnement de collectifs par un tiers s'avère souvent profitable. Pour cela, l'accompagnateur doit endosser une posture complémentaire à celle généralement répandue de conseiller et s'adjoindre seul ou en partenariat des compétences d'animation. L'accompagnateur de CC multi-acteurs joue alors un rôle d'intermédiation pour faire émerger le commun et faciliter les interactions. Favoriser la construction de CC multi-acteurs par des politiques publiques peut dès lors être envisagé à travers le soutien aux structures d'accompagnement qui intègrent, au-delà de la seule expertise-conseil, l'animation économique.

En parallèle d'un besoin en animation économique des collectifs par un tiers, plusieurs protagonistes rencontrés ont souligné tout le potentiel que recèlent les dispositifs de formation et de transmission horizontaux. Établis entre pairs, sous la forme par exemple de parrainage, ces derniers ouvrent généralement la voie au renforcement du maillage territorial et peuvent préfigurer des partenariats plus structurels entre acteurs économiques. À l'évidence, les pouvoirs publics peuvent contribuer au renforcement de ces dispositifs de transmission et d'accompagnement horizontaux à travers, notamment, la mise en place d'incitants économiques, d'encadrement juridique ou de coordination d'un réseau de prestataires.

*

* *

Comme cela a pu être montré dans cet article, l'intérêt d'adopter une approche « organique » pour l'étude de la durabilité d'organisations en CC est donc de se rapprocher de la représentation qu'ont les acteurs de leur activité. Cette représentation n'est en effet que rarement organisée autour du découpage classique en piliers de la durabilité (économique – social – environnemental – territoire) pas plus qu'à l'intersection de plusieurs de ces derniers (viabilité – vivabilité – équitabilité).

La revue de la littérature a permis de rendre compte de la prédominance de ce découpage dans la construction conceptuelle du monde académique, malgré un décalage fort avec la réalité vécue sur le terrain. Ce non-alignement entre les unités d'analyse présentées dans la littérature scientifique (dimensions de la durabilité modélisées en piliers) et les unités observées sur le terrain (dimensions souvent transversales aux piliers de la durabilité) a, par conséquent, limité la possibilité de mettre en discussion les résultats de l'approche adoptée sur le terrain avec la littérature scientifique qui traite de la durabilité de systèmes agroalimentaires.

Ceci fait d'ailleurs écho aux éléments soulevés par Galli et Brunori (2016) dans leur introduction à un numéro spécial consacré précisément à la durabilité comparée de chaînes globales et locales. En effet, les auteurs y reconnaissent que

ce genre d'analyse est inéluctablement multidimensionnel et très dépendant des spécificités géographiques. Forts de cet enseignement issu de la mise en œuvre d'un important projet paneuropéen portant sur différentes filières, les auteurs recommandent de mener plutôt des analyses approfondies de ces dynamiques, interactions et stratégies qui sont spécifiques aux territoires étudiés que des études descriptives, statiques et décontextualisées axées sur des mesures de performances.

Nous avons également montré que cette approche, mettant en avant une vision de la durabilité vivante et nuancée, dynamique et évolutive, a fait émerger plusieurs types d'enseignement ainsi que des enjeux transversaux. En filigrane à ces différents aspects figure l'importance qu'il convient d'accorder à la densité des interactions (formelles ou informelles) entre acteurs et la pérennisation de celles-ci. Cette densification semble en effet essentielle si l'on veut éviter que la dynamique autour des CC ne soit finalement qu'un court-circuit temporaire et non un élément contributif majeur de la transition de nos modes de vie vers plus de soutenabilité. Pour faire de nouveau mention du travail de Galli et Brunori (2016), une des clés réside très certainement dans l'échange continu des savoirs entre les acteurs de terrain, les scientifiques, la société civile et les décideurs afin de produire de la connaissance pertinente. C'est assurément ce que nous avons modestement tenté de mettre en œuvre à l'échelle de cette étude. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alonso A. (2011). Farmers' involvement in Value-Added Produce: The Case of Alabama Growers. *British Food Journal*, vol. 113, n° 2, pp. 187-204.
- Aubert M., Enjolras G. (2013). *Quelles incitations pour la vente au détail ? Une analyse économique et financière des exploitations agricoles françaises*. INRA-SFER-CIRAD, Angers, France, décembre, 21 p.
- Aubert M., Enjolras G. (2015). *Les circuits courts au cœur des enjeux de la durabilité en agriculture. Le cas des exploitations arboricoles françaises*. Colloque SFER « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : continuités, changements ou ruptures ? », Rennes, France, 12-13 février 2015.
- Aubry C. (2012). *Les circuits courts sont-ils durables ? Éléments issus d'approches technico-économiques*. Présentation effectuée dans le cadre de Rencontres Terres en villes, Lille, 6 juillet 2012 et accessible sur le site www.terresenvilles.org.
- Aubry C., Chiffolleau Y. (2009). Le développement des circuits courts et l'agriculture péri-urbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles. *Innovations agronomiques*, n° 5, pp. 53-67.
- Bellec-Gauche A., Chiffolleau Y., Maffezzoli C. (2015). *Case Study: multidimensional comparison of local and global fresh tomato supply chains*. Task 3.5 of the Glamur project, Montpellier, INRA.
- Blank M., Burdik B. (2005). Food (miles) for Thought: Energy Balance for Locally-grown versus Imported Apple Fruit. *Environmental Science & Pollution Research*, vol. 12, n° 3, pp. 125-127.
- Born B., Purcell M. (2006). Avoiding the Local Trap. Scale and Food Systems in Planning Research. *Journal of Planning Education and Research*, vol. 26, n° 2, pp. 195-207.
- Chevalier (2015). Les vertus discutables de circuits de proximité au regard de la précarité en milieu rural. Le cas du Limousin. *Pour*, n° 225, pp. 237-243.
- Chiffolleau Y. (2009). From Politics to Co-Operation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains. *Sociologia Ruralis*, vol. 49, n° 3, pp. 218-235.
- Coley D., Howard M., Winter M. (2011). Food Miles: Time for a Re-Think? *British Food Journal*, vol. 113, n° 7, pp. 919-934.
- Corade N., Del'homme B. (2013). *La durabilité territoriale des circuits de proximité : conception et test d'un outil d'évaluation*. Colloque SFER « Circuits courts de proximité », Paris, 4 et 5 juin 2013.
- DeLind L. B. (2011). Are Local Food and the Local Food Movement Taking Us Where we Want to Go? Or are we Hitching our Wagons to the Wrong Stars? *Agriculture and Human Values*, vol. 28, n° 2, pp. 273-283.
- DeWeerd S. (2009). Is Local Food Better? *World Watch*, vol. 22, n° 3, pp. 6-10.
- Durham L., Oberholtzer L. (2010). A geographical approach to places and natural resources use in local food systems. *Renewable Agriculture and Food Systems*, vol. 25, n° 2, pp. 99-108.
- DuPuis M., Goodman D. (2005). Should we go 'home' to eat? Toward a Reflective Politics of Localism. *Journal of Rural Studies*, n° 21, pp. 359-371.
- Edwards-Jones G., Canals L. M., Hounsom N., Truninger M., Koerber G., Hounsom B., Cross P., York E. H., Hospido A., Plassmann K., Harris I. M., Edwards R. T., Day G. A. S., Tomos A. D., Cowell S. J., Jones D. L. (2008). Testing the Assertion that 'Local Food is Best': The Challenges of an Evidence-Based Approach. *Trends in Food Science and Technology*, vol. 19, n° 5, pp. 265-274.
- Edwards-Jones G. (2010). Does Eating Local Food Reduce the Environmental Impact of Food Production and Enhance Consumer Health? *Proceedings of the Nutrition Society*, n° 69, pp. 582-591.
- Forssell S., Lankoski L. (2015). The sustainability promise of alternative food networks: an examination through "alternative" characteristics. *Agriculture and Human Values*, vol. 32, n° 1, pp. 63-75.

- Francoual P. (2017). La part sociale coopérative, un exemple de propriété commune. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma*, n° 345, pp. 57-67.
- Galli F., Brunori G. (2013). *Short Food Supply Chains as drivers of sustainable development. Evidence Document*. Document developed in the framework of the FP7 project FOODLINKS (GA No.265287), Laboratorio di studi rurali Sismondi, ISBN 978-88-90896-01-9.
- Galli F., Brunori G. (2016). Sustainability of local and global food chains: Introduction to the special issue. *Sustainability*, n° 8, pp. 765-771.
- Gonçalves A., Zeroual T. (2014). *Les circuits courts alimentaires : vers une logistique plus verte ?* RIODD 2014, octobre, France, 13 p.
- Ilbery B., Maye D. (2005). Alternative (shorter) food supply chains and specialist livestock products in the Scottish and English border. *Environment and Planning A*, vol. 37, n° 5, pp. 823-844.
- King R. P., Hand M. S., DiGiacomo G., Clancy K., Gomez M. I., Hardesty S. D., Lev L., McLaughlin E. W. (2010). *Comparing the Structure, Size, and Performance of Local and 84 Mainstream Food Supply Chains*. Washington DC, US Department of Agriculture, Economic Resource Service, ERR-99, June.
- Kneafsey M., Venn L., Schmutz U., Balázs B., Trenchard L., Eyden-Woods T., Bos E., Sutton G., Blackett M. (2013). *Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics*. Joint Research Center, Institute for Prospective Technological Studies.
- Lamine C. (2005). Settling shared uncertainties: local partnership between producers and consumers. *Sociological ruralis*, vol. 45, n° 4, pp. 324-345.
- Le Velly R., Dubuisson-Quellier S. (2008). *Les circuits courts entre alternative et hybridation*. Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires. Dijon, Educagri, pp. 105-112.
- Maréchal G., Spanu A. (2010). *Les circuits courts favorisent-ils l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement ?* Courrier de l'environnement de l'INRA 59, pp. 33-46.
- Maréchal K., Plateau L. (2017). *Les circuits courts : organisations hybrides sous haute(s) tension(s) ?* Actes du 22^e Congrès des économistes belges de langue française, Bruxelles, novembre 2017.
- Mariola M. J. (2008). The local industrial complex? Questioning the link between local foods and energy use. *Agriculture and Human Values*, vol. 25, n° 2, pp. 193-196.
- Marsden T., Banks J., Bristow G. (2002). The Social Management of Rural Nature: Understanding Agrarian Based Rural Development. *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 34, n° 5, pp. 809-825.
- Maxey L., Laughton R., Rodker O., Wangler Z. (2011). *Small is Successful! Creating Sustainable Livelihoods on Ten Acres or Less*. The Ecological Land Co-operative, Londres.
- Messmer J. G. (2013). *Les circuits courts multi-acteurs : émergence d'organisations innovantes dans les filières courtes alimentaires*. Rapport INRA-Mar/S, 69 p.
- Milà i Canals L., Burnip G., Cowell S. (2006). Evaluation of the Environmental Impacts of Apple Production Using Life-Cycle Assessment (LCA): A Case Study in New Zealand. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, n° 114, pp. 226-238.
- Mondelaers K., Aertsens J., Van Huylenbroeck G. (2009). A meta-analysis of the differences in environmental impacts between organic and conventional farming. *British Food Journal*, vol. 111, n° 10, pp. 1098-1119.
- Mundler P., Rumpus L. (2012). The energy efficiency of local food systems: A comparison between different modes of distribution. *Food Policy*, n° 37, pp. 609-615.
- Mundler P., Laughrea S. (2015). *Circuits alimentaires de proximité. Quels bénéfices pour le développement des territoires ? Étude de cas dans trois territoires québécois*. Rapport final de recherche remis au CIRANO, Québec, Université Laval, 124 p.
- Otto D., Varner T. (2005). *Consumers, Vendors, and the Economic Importance*

La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ?

- of Iowa Farmers Markets: An Economic Impact Survey Analysis. Iowa, Iowa State University.
- Plateau L., Holzemer L., Nyssens T., Maréchal K. (2016). *Analyse dynamique de la durabilité vécue et mise en œuvre par les acteurs des circuits courts*. Rapport de recherche, CEESE-ULB.
- Pirog R., Pelt T. V., Enshayan K., Cook E. (2001). *Food, Fuel, and Freeways: An Iowa Perspective on How Far Food Travels, Fuel Usage, and Greenhouse Gas Emissions*. Leopold Center for Sustainable Agriculture, Iowa State University, juin.
- Ponisio L. C., M'Gonigle L. K., Mace K. C., Palomino J., de Valpine P., Kremen C. (2015). *Diversification practices reduce organic to conventional yield gap*. Proceedings of the Royal Society B 282: 20141396
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P. (2014). Les circuits courts de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie et société*, n° 16, pp. 455-478.
- Prigent-Simonin A. H., Hérault-Fournier C. (2012). *Au plus près de l'assiette : pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles, Quae ; Dijon, Educagri.
- Rallet A., Torre A. (2004). Proximité et localisation. *Économie rurale*, n° 280, pp. 25-41.
- Redlingshöfer B. (2006). Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique. *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 53, pp. 83-102.
- Renting H., Marsden T., Banks J. (2003). Understanding Alternative Food Networks: Exploring the Role of Short Food Supply Chains in Rural Development. *Environment and Planning A*, vol. 35, pp. 393-411.
- Richards L. (2014). *Handling qualitative data: A practical guide*. Londres, Sage.
- Rizet C. (2008). *Chaînes logistiques et consommation d'énergie : cas des meubles et des fruits et légumes*. Contrat INRETS/ADEME n° 05 03 C 0170.
- Sage C. (2003) Social Embeddedness and Relations of Regard: Alternative 'Good Food' Networks in South-West Ireland. *Journal of Rural Studies*, n° 19, pp. 47-60.
- Sarrazin F. (2012). L'échange social plus fort que l'échange marchand. In Prigent-Simonin A. H., Hérault Fournier C. (dir.), *Au plus près de l'assiette : pérenniser les circuits courts*, Versailles, Quae ; Dijon, Educagri, pp. 63-79.
- Schlich E., Fleissner U. (2003). *Comparison of regional energy turnover with global food*. Gate to EHS / Global Food / LCA Case Studies, juin, pp. 1-6.
- Schlich E., Fleissner U. (2005). *The Ecology of Scale: Assessment of Regional Energy Turnover and Comparison with Global Food*. *International Journal of Life Cycle Assessment*, vol. 10, n° 3, pp. 219-223.
- Seufert V., Ramankutty N., Foley J. A. (2012). Comparing the yields of organic and conventional agriculture. *Nature*, n° 485, pp. 229-232.
- Sim S., Barry M., Clift R., Cowell S. (2007). The Relative Importance of Transport in Determining an Appropriate Sustainability Strategy for Food Sourcing. *The International Journal of Life Cycle Assessment*, n° 12, pp. 422-431.
- Van Hauwermeiren A., Coene H., Engelen G., Mathijs E. (2007). Energy lifecycle inputs in food systems: a comparison of local versus mainstream cases. *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 9, n° 1, pp. 31-51.
- Wallgren C. (2006) Local or Global Food Markets: A Comparison of Energy Use for Transport. *Local Environment*, n° 11, pp. 233-251.
- Wittman H., Beckie M., Hergesheimer C. (2012). Linking local food systems and the social economy? Future roles for farmers' markets in Alberta and British Columbia. *Rural Sociology*, vol. 77, n° 1, pp. 36-61.